

1856/9 – Projet de loi modifiant la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, en ce qui concerne le recours à l'éthylotest antidémarrage - Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat

Annales parlementaires

Séance du 4/6/2009

Sénat

Session 2008-2009

Documents parlementaires

4-1350/1 – Projet de loi transmis par la Chambre des représentants (Projet non évoqué par le Sénat)

1856/9 – Wetsontwerp tot wijziging van de wet betreffende de politie over het wegverkeer gecoördineerd op 16 maart 1968, wat het invoeren van het alcoholslot betreft - Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat

Parlementaire handelingen.

Vergadering van 4/6/2009.

Senaat.

Zitting 2008-2009.

Parlementaire bescheiden.

4-1350/1 – Wetsontwerp overgezonden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers (Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat)

SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2009 — 3186

[C – 2009/14228]

31 JUILLET 2009

Loi relative à l'introduction des tests salivaires en matière de drogues dans la circulation (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. L'article 37bis des lois relatives à la police de la circulation routière, coordonnées le 16 mars 1968, inséré par la loi du 16 mars 1999 et modifié par les lois du 7 février 2003 et 20 juillet 2005, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 37bis. § 1^{er}. Est puni d'une amende de 200 euros à 2.000 euros :

1° quiconque, dans un lieu public, conduit un véhicule ou une monture ou accompagne un conducteur en vue de l'apprentissage, alors que l'analyse salivaire visée à l'article 62ter, § 1^{er}, ou l'analyse sanguine visée à l'article 63, § 2 fait apparaître la présence dans l'organisme d'au moins une des substances qui influencent la capacité de conduite suivantes :

Delta-9-tétrahydrocannabinol (THC)

Amphétamine

Méthylènedioxyméthylamphétamine (MDMA)

Morphine ou 6-acétylmorphine

Cocaïne ou benzoylecgonine

et dont le taux est égal ou supérieur à celui fixé à l'article 62ter, § 1^{er}, pour ce qui concerne l'analyse salivaire et à l'article 63, § 2, pour ce qui concerne l'analyse sanguine;

2° quiconque incite ou provoque à conduire un véhicule ou une monture ou à accompagner en vue de l'apprentissage, une personne qui donne des signes évidents d'influence suite à l'usage de substances visées au 1° de ce paragraphe;

3° quiconque confie un véhicule en vue de la conduite ou en vue de l'accompagnement pour l'apprentissage, ou une monture, à une personne qui donne des signes évidents d'influence suite à l'usage de substances visées au 1° de ce paragraphe;

4° quiconque, dans un lieu public, conduit un véhicule ou une monture ou accompagne un conducteur en vue de l'apprentissage pendant le temps où cela lui a été interdit en vertu de l'article 61ter, § 1^{er} et § 2;

5° quiconque, sans motif légitime, s'est refusé :

– au test salivaire visé à l'article 61bis, § 2, 2°,

– à l'analyse de salive visée à l'article 62ter, § 1^{er} ou au prélèvement sanguin visé à l'article 63, § 2;

6° quiconque, dans le cas prévu à l'article 61quater, n'a pas remis le permis de conduire ou le titre qui en tient lieu dont il est titulaire ou a conduit le véhicule ou la monture retenu.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2009 — 3186

[C – 2009/14228]

31 JULI 2009

Wet tot invoering van speekseltesten op drugs in het verkeer (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 37bis van de wetten betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, ingevoegd bij de wet van 16 maart 1999 en gewijzigd bij de wetten van 7 februari 2003 en 20 juli 2005, wordt vervangen door wat volgt :

« Art. 37bis. § 1. Wordt gestraft met een geldboete van 200 euro tot 2.000 euro :

1° hij die op een openbare plaats een voertuig of een rijdier bestuurt, of een bestuurder begeleidt met het oog op scholing, wanneer de speekselanalyse bedoeld in artikel 62ter, § 1, of de bloedanalyse bedoeld in artikel 63, § 2 de aanwezigheid in het organisme aantoon van minstens een van de volgende stoffen die de rijvaardigheid beïnvloeden :

Delta-9-tetrahydrocannabinol (THC)

Amfetamine

Methyleendioxymethylamfetamine (MDMA)

Morfine of 6-acetylmorfine

Cocaïne of benzoylecgonine

en waarvan het gehalte gelijk is aan of hoger dan het gehalte bepaald in artikel 62ter, § 1, voor de speekselanalyse en in artikel 63, § 2, voor de bloedanalyse;

2° hij die een persoon die duidelijke tekenen vertoont van invloed als gevolg van gebruik van één van de stoffen bedoeld in 1° van deze paragraaf, aanzet of uitdaagt tot het besturen van een voertuig of een rijdier of tot het begeleiden met het oog op de scholing;

3° hij die aan een persoon die duidelijke tekenen vertoont van invloed als gevolg van gebruik van één van de stoffen bedoeld in 1° van deze paragraaf, een voertuig toevertrouwt om het te besturen of om te begeleiden met het oog op de scholing of een rijdier toevertrouwt;

4° hij die op een openbare plaats een voertuig of een rijdier bestuurt of een bestuurder begeleidt met het oog op de scholing gedurende de tijd dat dit hem krachtens artikel 61ter, § 1 en § 2, verboden is;

5° hij die, zonder wettige reden, geweigerd heeft zich te onderwerpen :

– aan de speekseltest bedoeld in artikel 61bis, § 2, 2°,

– aan de speekselanalyse bedoeld in 62ter, § 1 of aan de bloedproef bedoeld in artikel 63, § 2;

6° hij die het rijbewijs of het als zodanig geldend bewijs waarvan hij houder is, in het geval bedoeld in artikel 61quater, niet heeft afgegeven, of het ingehouden voertuig of rijdier heeft bestuurd.

§ 2. Est puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 400 euros à 5.000 euros, ou d'une de ces peines seulement, et d'une déchéance du droit de conduire un véhicule à moteur d'une durée de trois mois au moins et cinq ans au plus ou à titre définitif quiconque, après une condamnation par application d'une disposition du § 1^{er}, commet dans les trois années, une nouvelle infraction à cette disposition. En cas de nouvelle récidive dans les trois années depuis la deuxième condamnation, les peines d'emprisonnement et les amendes prévues ci-dessus peuvent être doublées. ».

Art. 3. A l'article 59, § 1^{er}, 3^o des mêmes lois coordonnées, remplacé par la loi du 18 juillet 1990 et modifié par la loi du 16 mars 1999, les mots « ou s'apprête à accompagner un conducteur en vue de l'apprentissage » sont insérés après les mots « ou une monture ».

Art. 4. A l'article 60 des mêmes lois coordonnées, inséré par la loi du 18 juillet 1990, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au § 2, les mots « ou l'accompagnement d'un conducteur en vue de l'apprentissage » sont insérés entre les mots « ou d'une monture » et « dans un lieu public » et les mots « ou s'apprêtait à accompagner un conducteur en vue de l'apprentissage » sont insérés entre les mots « de l'apprentissage » et « , pour une durée »;

2^o au § 3, les mots « ou l'accompagnement d'un conducteur en vue de l'apprentissage » sont insérés entre les mots « ou d'une monture » et « dans un lieu public » et les mots « ou s'apprêtait à accompagner un conducteur en vue de l'apprentissage » sont insérés entre les mots « de l'apprentissage » et « , pour une durée »;

3^o au § 4, les mots « ou s'apprêtait à accompagner un conducteur en vue de l'apprentissage » sont insérés entre les mots « de l'apprentissage » et « se trouve », les mots « ou dans l'état visé à l'article 35 » sont supprimés et les mots « , dans un lieu public, » sont déplacés et insérés entre les mots « interdit » et « pour une durée de six heures » et les mots « se trouve apparemment dans l'état visé à l'article 34, § 2 » sont remplacés par les mots « donne des signes évidents d'imprégnation alcoolique »;

4^o un § 4bis est inséré, rédigé comme suit :

« Si pour une raison autre que le refus, il ne peut être procédé ni au test de l'haleine ni à l'analyse de l'haleine et que la personne qui conduisait, s'apprêtait à conduire ou accompagnait un conducteur en vue de l'apprentissage ou s'apprêtait à accompagner un conducteur en vue de l'apprentissage se trouve apparemment dans l'état visé à l'article 35, il lui est interdit, dans un lieu public, pour une durée de douze heures à compter de la constatation, de conduire un véhicule ou une monture ou d'accompagner un conducteur en vue de l'apprentissage. »;

5^o au § 5, alinéa 1^{er}, les mots « §§ 3 et 4 » sont remplacés par les mots « §§ 3, 4 et 4bis »;

6^o au même § 5, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« S'il ne peut être procédé ni au test de l'haleine, ni à l'analyse de l'haleine comme prévu dans les cas visés aux §§ 4 et 4bis, l'interdiction de conduire ou d'accompagner peut être prolongée, selon le cas, pour la même période. ».

Art. 5. L'article 61bis des mêmes lois coordonnées, inséré par la loi du 16 mars 1999, est remplacé par ce qui suit :

« Article 61bis. § 1^{er}. Les agents de l'autorité visés à l'article 59, § 1^{er} peuvent imposer le test fixé au § 2 pour la détection de substances qui influencent la capacité de conduite, visées à l'article 37bis, § 1^{er}, 1^o :

1^o à l'auteur présumé d'un accident de roulage ou à toute personne qui a pu contribuer à le provoquer, même si elle en est la victime. Dans ce cas, il peut être procédé directement au test salivaire visé au § 2, 2^o, sans avoir recours à la check-list visée au § 2, 1^o;

2^o à toute personne qui, dans un lieu public, conduit un véhicule ou une monture ou accompagne un conducteur en vue de l'apprentissage;

3^o à toute personne qui, dans un lieu public, s'apprête à conduire un véhicule ou une monture ou s'apprête à accompagner un conducteur en vue de l'apprentissage.

§ 2. Met gevangenisstraf van een maand tot twee jaar en met geldboete van 400 euro tot 5.000 euro of met een van die straffen alleen, en met het verval van het recht tot het besturen van een motorvoertuig voor ten minste drie maanden en ten hoogste vijf jaar of voorgoed wordt gestraft hij die, na een veroordeling met toepassing van een bepaling van § 1, deze bepaling binnen drie jaar opnieuw overtreedt. In geval van een nieuwe herhaling binnen de drie jaar na de tweede veroordeling kunnen de hierboven bepaalde gevangenisstraffen en geldboetes worden verdubbeld. ».

Art. 3. In artikel 59, § 1, 3^o van dezelfde gecoördineerde wetten, vervangen bij de wet van 18 juli 1990 en gewijzigd bij de wet van 16 maart 1999, worden de woorden « of op het punt staat een bestuurder te begeleiden met het oog op de scholing » ingevoegd na de woorden « of een rijdier te besturen ».

Art. 4. In artikel 60 van dezelfde gecoördineerde wetten, ingevoegd bij de wet van 18 juli 1990, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in § 2 worden de woorden « of het begeleiden met het oog op de scholing » ingevoegd tussen de woorden « of een rijdier » en « is verboden » en worden de woorden « of op het punt stond een bestuurder te begeleiden met het oog op de scholing » ingevoegd tussen de woorden « de scholing » en « , voor de duur »;

2^o in § 3 worden de woorden « of het begeleiden met het oog op de scholing » ingevoegd tussen de woorden « of van een rijdier » en « is verboden » en worden de woorden « of op het punt stond een bestuurder te begeleiden met het oog op de scholing » ingevoegd tussen de woorden « op de scholing » en « , voor de duur »;

3^o in § 4 worden de woorden « of op het punt stond een bestuurder te begeleiden met het oog op de scholing » ingevoegd tussen de woorden « op de scholing » en « , zich », worden de woorden « of in de toestand bedoeld in artikel 35 » opgeheven en worden de woorden « zich blijkbaar bevindt in de toestand bedoeld in artikel 34, § 2 » vervangen door de woorden « duidelijke tekenen van alcoholopname vertoont »;

4^o een § 4bis wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« Wanneer wegens een andere reden dan de weigering noch de ademtest noch de ademanalyse kunnen worden uitgevoerd en de persoon die bestuurde, daartoe aanstalten maakte of een bestuurder begeleidde met het oog op de scholing of op het punt stond een bestuurder te begeleiden met het oog op de scholing, zich blijkbaar bevindt in de toestand bedoeld in artikel 35, dan is het hem verboden voor de duur van twaalf uren, te rekenen vanaf de vaststelling, op een openbare plaats een voertuig of een rijdier te besturen of een bestuurder te begeleiden met het oog op de scholing. »;

5^o in § 5 worden in het eerste lid de woorden « §§ 3 en 4 » vervangen door de woorden « §§ 3, 4 en 4bis »;

6^o in § 5 wordt tussen het derde en vierde lid, een lid ingevoegd, luidende :

« Wanneer noch de ademtest noch de ademanalyse kunnen worden uitgevoerd zoals bepaald in de gevallen bedoeld in §§ 4 en 4bis, wordt het verbod tot sturen of begeleiden, naargelang het geval, met dezelfde periode verlengd. ».

Art. 5. Artikel 61bis van dezelfde gecoördineerde wetten, ingevoegd bij de wet van 16 maart 1999, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 61bis. § 1. De in artikel 59, § 1 bedoelde overheidspersonen kunnen de test bepaald in § 2 voor het detecteren van stoffen die de rijvaardigheid beïnvloeden aan elkaar, bedoeld in artikel 37bis, § 1, 1^o, opleggen :

1^o aan de vermoedelijke dader van een verkeersongeval of aan ieder die het mede heeft kunnen veroorzaken, zelfs indien hij het slachtoffer ervan is. In dit geval kan er onmiddellijk worden overgegaan tot de speekseltest bedoeld in § 2, 2^o, zonder de checklist bedoeld in § 2, 1^o te overlopen;

2^o aan ieder die op een openbare plaats een voertuig of een rijdier bestuurt of een bestuurder begeleidt met het oog op scholing;

3^o aan ieder die op het punt staat om op een openbare plaats een voertuig of een rijdier te besturen of op het punt staat een bestuurder te begeleiden met het oog op scholing.

§ 2. Le test visé au § 1^{er} du présent article consiste en :

1° premièrement la constatation des indications de signes d'usage récent d'une des substances visées à l'article 37bis, § 1^{er}, 1° au moyen d'une check-list standardisée, dont les modalités d'application et le modèle sont déterminés par le Roi;

2° ensuite, dans l'hypothèse où la check-list visée au 1° donne une indication de signes d'usage récent d'une des substances visées à l'article 37bis, § 1^{er}, 1°, il est procédé à un test salivaire.

En dessous du taux correspondant, le résultat du test salivaire n'est pas pris en considération.

Substance	Taux (ng/ml)
Delta-9-tétrahydrocannabinol (THC)	25
Amphétamine	50
Méthylènedioxyméthylamphétamine (MDMA)	50
Morphine (libre) ou 6-acétylmorphine	10
Cocaïne ou Benzoylécgonine	20

§ 3. La collecte des données nécessaires pour remplir la check-list standardisée et pour effectuer le test salivaire doit se limiter aux données strictement nécessaires à l'établissement des infractions à la présente loi commises dans un lieu public. Ces données ne peuvent être utilisées qu'aux fins judiciaires relatives à la répression de ces infractions.

§ 4. Les frais du test salivaire sont à charge de la personne examinée si l'infraction visée à l'article 37bis, § 1^{er}, 1°, est établie au moyen d'une analyse salivaire ou d'une analyse de sang. ».

Art. 6. L'article 61ter des mêmes lois coordonnées, inséré par la loi du 16 mars 1999, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 61ter. § 1^{er}. La conduite, dans un lieu public, d'un véhicule ou d'une monture ou l'accompagnement à la conduite est interdite à toute personne qui conduit un véhicule ou une monture, accompagne un conducteur en vue de l'apprentissage ou s'apprête à conduire ou à accompagner un conducteur en vue de l'apprentissage, pour une durée de douze heures à partir de la constatation :

1° lorsque le test salivaire fait apparaître la présence dans l'organisme d'au moins une des substances visées à l'article 37bis, § 1^{er}, 1° dont le taux est égal ou supérieur à celui fixé dans le tableau de l'article 61bis, § 2, 2°;

2° en cas de refus du test salivaire ou de l'analyse de salive sans motif légitime;

3° s'il n'a pu être procédé, suite à un refus pour un motif légitime ou une impossibilité pratique pour récolter assez de salive, ni au test salivaire ni à l'analyse de salive et que la check-list standardisée visée à l'article 61bis, § 2, 1°, donne une indication de signes d'usage récent d'une des substances visées à l'article 37bis, § 1^{er}, 1°;

4° au cas où le résultat du test salivaire est négatif et que l'intéressé se trouve apparemment dans l'état visé à l'article 35.

§ 2. Avant que la personne ne soit autorisée à conduire à nouveau un véhicule ou une monture dans un lieu public ou à accompagner le conducteur en vue de l'apprentissage, un nouveau test salivaire, tel que visé à l'article 61bis, § 2, 2°, lui est imposé, sans passer par la check-list standardisée visée à l'article 61bis, § 2, 1°.

L'interdiction visée à l'article 61ter, § 1^{er}, est renouvelée à chaque fois pour une période de douze heures :

1° lorsque le test salivaire fait apparaître la présence dans l'organisme d'au moins une des substances visées à l'article 37bis, § 1^{er}, 1° dont le taux est égal ou supérieur à celui fixé dans le tableau de l'article 61bis, § 2, 2°;

2° en cas de refus de ce test salivaire;

3° s'il n'a pu être procédé, suite à un refus pour un motif légitime ou une impossibilité pratique pour récolter assez de salive, à ce test salivaire, et que la check-list standardisée visée à l'article 61bis, § 2, 1°, qui est alors imposée, donne une indication de signes d'usage récent d'une des substances visées à l'article 37bis, § 1^{er}, 1°;

4° au cas où le résultat du test salivaire est négatif et que l'intéressé se trouve apparemment dans l'état visé à l'article 35.

§ 3. Les agents de l'autorité visés à l'article 59, § 1^{er}, sont chargés de l'application de cet article. ».

§ 2. De test bedoeld in § 1 van dit artikel bestaat uit :

1° eerst het vaststellen van indicaties van tekenen van recent gebruik van één van de stoffen bedoeld in artikel 37bis, § 1, 1° aan de hand van een gestandaardiseerde checklist, waarvan de nadere toepassingsregels en het model door de Koning worden bepaald;

2° vervolgens, indien de gestandaardiseerde checklist bedoeld in 1°, een indicatie geeft van tekenen van recent gebruik van een van de stoffen bedoeld in artikel 37bis, § 1, 1°, het afnemen van een speekseltest.

Onder de hieronder vermelde gehalten wordt het resultaat van de speekseltest niet in aanmerking genomen.

Stof	Gehalte (ng/ml)
Delta-9-tetrahydrocannabinol (THC)	25
Amfetamine	50
Methyleendioxymethylamfetamine (MDMA)	50
Morfine (vrij) of 6-acetylmorfine	10
Cocaïne of Benzoylécgonine	20

§ 3. Het verzamelen van de gegevens die nodig zijn voor het invullen van de gestandaardiseerde checklist en voor het afnemen van de speekseltest moet zich beperken tot wat strikt noodzakelijk is voor de vaststelling van de overtredingen van deze wet, die op een openbare plaats zijn begaan. Deze gegevens mogen slechts worden gebruikt voor gerechtelijke doeleinden in verband met de bestraffing van deze overtredingen.

§ 4. De kosten van de speekseltest zijn ten laste van de onderzochte persoon indien de overtreding bepaald in artikel 37bis, § 1, 1° door middel van een speekselanalyse of bloedanalyse bewezen is. ».

Art. 6. Artikel 61ter van dezelfde gecoördineerde wetten, ingevoegd bij de wet van 16 maart 1999, wordt vervangen als volgt :

« Art. 61ter. § 1. Het besturen op een openbare plaats van een voertuig of van een rijdier of het begeleiden met het oog op de scholing is verboden aan iedere persoon die een voertuig of een rijdier bestuurde, een bestuurder begeleidde met het oog op scholing of op het punt stond te besturen of een bestuurder te begeleiden met het oog op de scholing, gedurende twaalf uur vanaf de vaststelling :

1° wanneer de speekseltest de aanwezigheid in het organisme aantoonde van minstens een van de stoffen bepaald in artikel 37bis, § 1, 1° in een gehalte dat gelijk is aan of hoger dan het gehalte bepaald in de tabel van artikel 61bis, § 2, 2°;

2° in geval van weigering van de speekseltest of de speekselanalyse zonder wettige reden;

3° in geval van een weigering omwille van een wettige reden of omwille van een praktische onmogelijkheid voldoende speeksel te collecteren, noch een speekseltest noch een speekselanalyse kon worden uitgevoerd en de gestandaardiseerde checklist bedoeld in artikel 61bis, § 2, 1° een indicatie geeft van tekenen van recent gebruik van één van de stoffen bedoeld in artikel 37bis, § 1, 1°;

4° in geval het resultaat van de speekseltest negatief is en betrokkene zich blijikbaar bevindt in de toestand bedoeld in artikel 35.

§ 2. Vooraleer aan de persoon wordt toegestaan om opnieuw een voertuig of een rijdier op een openbare plaats te besturen of de bestuurder te begeleiden met het oog op de scholing, wordt hem een nieuwe speekseltest, bedoeld in artikel 61bis, § 2, 2°, opgelegd, zonder de gestandaardiseerde checklist bedoeld in artikel 61bis, § 2, 1°, te overlopen.

Het verbod bedoeld in artikel 61ter, § 1, wordt telkens hernieuwd voor een periode van twaalf uur :

1° wanneer de speekseltest de aanwezigheid in het organisme aantoonde van minstens één van de stoffen bepaald in artikel 37bis, § 1, 1° in een gehalte dat gelijk is aan of hoger dan het gehalte bepaald in de tabel van artikel 61bis, § 2, 2°;

2° in geval van weigering van deze speekseltest;

3° in geval van weigering van de speekseltest omwille van een wettige reden of ingeval van een praktische onmogelijkheid voldoende speeksel te collecteren, en de gestandaardiseerde checklist, bedoeld in artikel 61bis, § 2, 1°, die in dit geval wordt overlopen, een indicatie geeft van tekenen van recent gebruik van een van de stoffen bedoeld in artikel 37bis, § 1, 1°;

4° in geval het resultaat van de speekseltest negatief is en betrokkene zich blijikbaar bevindt in de toestand bedoeld in artikel 35.

§ 3. De overheidspersonen bedoeld in artikel 59, § 1, zijn belast met de toepassing van dit artikel. ».

Art. 7. Dans les mêmes lois coordonnées, il est inséré un article 61ter/1, libellé comme suit :

« Art. 61ter/1. § 1^{er}. Si la personne invoque un motif légitime pour refuser le test salivaire ou l'analyse de salive, les agents de l'autorité visés à l'article 59, § 1^{er}, requièrent un médecin pour juger du motif invoqué.

§ 2. Le contenu du motif légitime ne peut être révélé par le médecin s'il est couvert par le secret médical.

§ 3. Les frais pour l'intervention du médecin seront à charge de la personne examinée si le refus visé au § 1^{er} du présent article n'est pas fondé.

§ 4. L'impossibilité pratique de collecter assez de salive pour exécuter le test salivaire ou l'analyse de salive ne peut être considérée comme une forme de refus. Les frais du test salivaire sont à charge de la personne si l'infraction visée à l'article 37bis, § 1^{er}, 1^o, est établie au moyen d'une analyse de sang. ».

Art. 8. Dans les mêmes lois coordonnées, Titre V, Chapitre 1^{er}, les mots « Analyse de salive - » sont insérés devant les mots « Prélèvement sanguin » à l'intitulé de la Section II.

Art. 9. Dans les mêmes lois coordonnées, il est inséré un article 62ter, rédigé comme suit :

« Art. 62ter. § 1^{er}. Les agents de l'autorité visés à l'article 59, § 1^{er} imposent une analyse de salive pour la détection de substances qui influencent la capacité de conduite lorsque le test salivaire visé à l'article 61bis, § 2, 2^o détecte au moins une des substances visées à l'article 37bis, § 1^{er}, 1^o.

En dessous du taux correspondant, le résultat de l'analyse de salive n'est pas pris en considération.

Substance	Taux (ng/ml)
Delta-9-tétrahydrocannabinol (THC)	10
Amphétamine	25
Méthylènedioxyméthylamphétamine (MDMA)	25
Morphine (libre) ou 6-acétylmorphine	5
Cocaïne ou Benzoylécgonine	10

§ 2. Les frais de l'analyse de salive sont à charge de la personne examinée si l'infraction visée à l'article 37bis, § 1^{er}, 1^o, est établie.

§ 3. Le § 1^{er} de cet article n'est pas d'application lorsque le test salivaire visé à l'article 61bis, § 2, 2^o a été imposé dans les cas visés à l'article 61bis, § 1^{er}, 3^o.

§ 4. L'analyse de l'échantillon de salive est faite dans un des laboratoires agréés à cet effet par le Roi.

La personne qui a subi le prélèvement de salive peut faire procéder, à ses frais, à une seconde analyse de salive, soit dans le laboratoire ayant procédé à la première, soit dans un autre laboratoire agréé par le Roi. Dans le premier cas, elle peut faire contrôler la deuxième analyse par un conseiller technique de son choix.

Le Roi prend les mesures complémentaires pour organiser l'analyse de salive. Il règle notamment le mode de prélèvement et de conservation de la salive, les modalités des analyses et l'agrément des laboratoires.

Art. 10. L'article 63 des mêmes lois coordonnées, remplacé par la loi du 18 juillet 1990 et modifié par la loi du 16 mars 1999, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 63. § 1^{er}. Les agents de l'autorité visés à l'article 59, § 1^{er} imposent aux personnes visées aux 1^o et 2^o de ce paragraphe, de subir un prélèvement sanguin par un médecin requis à cet effet :

1^o au cas où le test de l'haleine décèle un taux d'alcool par litre d'air alvéolaire expiré d'au moins 0,22 milligramme et qu'il ne peut être procédé à une analyse de l'haleine;

2^o au cas où il n'a pu être procédé ni au test de l'haleine ni à l'analyse de l'haleine et que l'intéressé donne des signes évidents d'imprégnation alcoolique ou se trouve apparemment dans l'état visé à l'article 35;

3^o au cas où il n'a pu être procédé ni au test de l'haleine ni à l'analyse de l'haleine chez les personnes visées à l'article 59, § 1^{er}, 1^o, et qu'il est impossible de rechercher des signes d'imprégnation alcoolique;

4^o au cas où le test salivaire détecte au moins une des substances visées à l'article 37bis, § 1^{er}, 1^o dont le taux est égal ou supérieur à celui fixé dans le tableau de l'article 61bis, § 2, 2^o et qu'il ne peut être procédé à une analyse de salive;

Art. 7. In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 61ter/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 61ter/1. § 1. Wanneer de persoon een wettige reden inroept voor het weigeren van de speekseltest of de speekselanalyse, vorderen de in artikel 59, § 1 bedoelde overheidspersonen een geneesheer om het ingeroepen motief te beoordelen.

§ 2. De inhoud van de wettige reden mag door de geneesheer niet worden onthuld als ze door het medisch geheim wordt gedekt.

§ 3. De kosten voor de tussenkomst van de geneesheer zijn ten laste van de onderzochte persoon indien de in § 1 bedoelde weigering niet gegrond was.

§ 4. De praktische onmogelijkheid voldoende speeksel te collecteren om de speekseltest of de speekselanalyse uit te voeren wordt niet beschouwd als een vorm van weigering. De kosten van de speekseltest zijn ten laste van de onderzochte persoon indien de overtreding bepaald in artikel 37bis, § 1, 1^o door middel van een bloedanalyse bewezen is. ».

Art. 8. In dezelfde gecoördineerde wetten, Titel V, Hoofdstuk 1, wordt in het opschrift van Afdeling II, het woord « Speekselanalyse - » ingevoegd voor het woord « Bloedproef ».

Art. 9. In dezelfde gecoördineerde wetten wordt een artikel 62ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 62ter. § 1. De in artikel 59, § 1 bedoelde overheidspersonen leggen een speekselanalyse voor het detecteren van de stoffen die de rijvaardigheid beïnvloeden op wanneer de speekseltest bedoeld in artikel 61bis, § 2, 2^o de aanwezigheid aantoonde van één van de stoffen bedoeld in artikel 37bis, § 1, 1^o.

Onder de hieronder vermelde gehalten wordt het resultaat van de speekselanalyse niet in aanmerking genomen.

Stof	Gehalte (ng/ml)
Delta-9-tetrahydrocannabinol (THC)	10
Amfetamine	25
Methyleendioxymethylamfetamine (MDMA)	25
Morfine (vrij) of 6-acetylmorfine	5
Cocaïne of Benzoylécgonine	10

§ 2. De kosten van de speekselanalyse zijn ten laste van de onderzochte persoon indien de overtreding bepaald in artikel 37bis, § 1, 1^o, bewezen is.

§ 3. § 1 van dit artikel is niet van toepassing indien de speekseltest bedoeld in artikel 61bis, § 2, 2^o, opgelegd werd in de gevallen bedoeld in artikel 61bis, § 1, 3^o.

§ 4. De analyse van het speekselstaal geschiedt in een van de laboratoria die daartoe door de Koning erkend zijn.

De persoon van wie het speekselstaal is afgenomen, kan op eigen kosten een tweede speekselanalyse laten verrichten in het laboratorium waar het eerste heeft plaatsgehad, of in een ander door de Koning erkend laboratorium. In het eerste geval kan hij op de tweede analyse toezicht laten houden door een technisch raadsman van zijn keuze.

De Koning treft voorzieningen tot nadere regeling van de speekselanalyse. Hij stelt onder meer regels vast betreffende de wijze waarop het speekselstaal wordt genomen, bewaard en onderzocht, alsook betreffende de erkenning van de laboratoria.

Art. 10. Artikel 63 van dezelfde gecoördineerde wetten, vervangen bij de wet van 18 juli 1990 en gewijzigd bij de wet van 16 maart 1999, wordt vervangen als volgt :

« Art. 63. § 1. De in artikel 59, § 1 bedoelde overheidspersonen laten de in 1^o en 2^o van die paragraaf bedoelde personen, een bloedproef ondergaan door een daartoe opgevorderde geneesheer :

1^o in het geval de ademtest een alcoholgehalte van ten minste 0,22 milligram aangeeft per liter uitgeademde alveolaire lucht en een ademanalyse niet uitgevoerd kan worden;

2^o in het geval noch de ademtest noch de ademanalyse uitgevoerd konden worden en betrokkene duidelijke tekenen van alcoholopname vertoont of zich blijkbaar bevindt in de toestand bedoeld in artikel 35;

3^o in het geval noch de ademtest noch de ademanalyse uitgevoerd konden worden bij de personen bedoeld in artikel 59, § 1, 1^o, en het onmogelijk is na te gaan of er tekenen van alcoholopname zijn;

4^o indien de speekseltest minstens één van de stoffen detecteert bedoeld in artikel 37bis, § 1, 1^o in een gehalte dat gelijk is aan of hoger dan het gehalte bepaald in de tabel van artikel 61bis, § 2, 2^o, en een speekselanalyse niet uitgevoerd kan worden;

5° au cas où il n'a pu être procédé ni au test salivaire ni à l'analyse de salive.

§ 2. Dans le cas du § 1^{er}, 4° et 5° de cet article, l'analyse du sang consiste en une détermination quantitative dans le plasma au moyen de chromatographie en phase gazeuse ou en phase liquide-spectrométrie de masse avec usage de standards internes deutérés pour une ou plusieurs des substances suivantes; en dessous du taux correspondant l'analyse n'est pas prise en considération.

Substance	Taux (ng/ml)
Delta-9-tétrahydrocannabinol (THC)	1
Amphétamine	25
Méthylènedioxyméthylamphétamine (MDMA)	25
Morphine (libre)	10
Cocaïne ou Benzoylécgonine	25

§ 3. Les agents de l'autorité visés à l'article 59, § 1^{er}, font subir un prélèvement sanguin par un médecin requis à cet effet aux personnes visées aux 1° et 2° du même paragraphe, à la demande de celles-ci et à titre de contre-expertise si l'analyse de l'haleine obtenue après application de l'article 59, § 3, mesure une concentration d'alcool d'au moins 0,35 milligramme par litre d'air alvéolaire expiré.

§ 4. Les frais de prélèvement et de l'analyse du sang sont à charge de la personne examinée :

- si l'infraction prévue à l'article 34, § 2, 1°, est établie, ou
- si l'infraction prévue à l'article 37bis, § 1^{er}, 1°, est établie.

§ 5. La collecte des données du prélèvement sanguin prévu au § 1^{er}, 4° et 5° de cet article se limite aux données strictement nécessaires à l'établissement des infractions à la présente loi commises dans un lieu public. Ces données ne peuvent être utilisées qu'aux fins judiciaires relatives à la répression des ces infractions. ».

Art. 11. La présente loi entre en vigueur le 1^{er} octobre 2010.

Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er}.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur Belge*.

Donné à Trapani, le 31 juillet 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
H. VAN ROMPUY

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Note

(1) *Chambre des Représentants*
Session 2008-2009

Documents parlementaires

1985/1 – Projet de loi

1985/2 – Annexe

1985/3 – Amendement

1985/4 – Amendement

1985/5 – Rapport

1985/6 – Texte adopté par la Commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques

1985/7 – Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat

Annales parlementaires

Discussion - Séance du 25/6/2009

Adoption – Séance du 2/7/2009

5° in het geval noch een speekseltest noch een speekselanalyse kon worden uitgevoerd.

§ 2. In het geval van § 1, 4° en 5° van dit artikel bestaat de bloedanalyse uit een kwantitatieve bepaling op plasma door middel van gas- of vloeistofchromatografie-massaspectrometrie met gebruik van gedeutereerde interne standaarden voor een of meerdere van de navolgende stoffen; onder het overeenstemmende gehalte wordt de analyse niet in aanmerking genomen.

Stof	Gehalte (ng/ml)
Delta-9-tetrahydrocannabinol (THC)	1
Amfetamine	25
Methyleendioxymethylamfetamine (MDMA)	25
Morfine (vrij)	10
Cocaïne of Benzoylécgonine	25

§ 3. De in 59, § 1 bedoelde overheidspersonen moeten op verzoek van de personen bedoeld in 1° en 2° van dezelfde paragraaf, en bij wijze van tegenexpertise, deze personen een bloedproef laten ondergaan door een daartoe opgevorderde geneesheer indien de ademanalyse, bekomen na toepassing van artikel 59, § 3, een alcoholconcentratie van ten minste 0,35 milligram per liter uitgedemde alveolaire lucht meet.

§ 4. De kosten van het nemen van het bloedstaal en van de bloedanalyse komen ten laste van de onderzochte persoon :

- indien de overtreding bepaald in artikel 34, § 2, 1°, bewezen is, of
- indien de overtreding bepaald in artikel 37bis, § 1, 1°, bewezen is.

§ 5. Het inzamelen van de gegevens van de bloedproef bedoeld in § 1, 4° en 5° van dit artikel beperkt zich tot deze die strikt noodzakelijk zijn voor de vaststelling van de overtredingen van deze wet, die op een openbare plaats zijn begaan. Deze gegevens mogen slechts worden gebruikt voor gerechtelijke doeleinden in verband met de bestraffing van deze overtredingen. ».

Art. 11. Deze wet treedt in werking op 1 oktober 2010.

De Koning kan een datum van inwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de datum vermeld in het eerste lid.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Trapani, 31 juli 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
H. VAN ROMPUY

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

Nota

(1) *Kamer van Volksvertegenwoordigers*
Zitting 2008-2009

Parlementaire bescheiden

1985/1 – Wetsontwerp

1985/2 – Bijlage

1985/3 – Amendement

1985/4 – Amendement

1985/5 – Verslag

1985/6 – Tekst aangenomen door de Commissie voor de Infrastructuur, het Verkeer en de Overheidsbedrijven

1985/9 – Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat

Parlementaire handelingen

Bespreking - Vergadering van 25/6/2009

Aanneming – Vergadering van 2/7/2009

Sénat

Session 2008-2009

Documents parlementaires

4-1384/1 – Projet de loi transmis par la Chambre des représentants (Projet non évoqué par le Sénat)

*Senaat**Zitting 2008-2009**Parlementaire bescheiden*

4-1384/1 – Wetsontwerp overgezonden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers (Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat)

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2009 — 3187

[C – 2009/03340]

21 AOUT 2009. — Arrêté ministériel fixant le prix d'émission des pièces commémoratives de 20 euros en argent à l'occasion de la sanctification du Père Damien en 2009

Le Ministre des Finances,

Vu la loi du 12 juin 1930 portant création d'un Fonds monétaire, notamment l'article 2, modifié par la loi du 10 décembre 2001;

Vu l'arrêté royal du 21 août 2009 relatif à la frappe de pièces commémoratives de 20 euros en argent à l'occasion de la sanctification du Père Damien en 2009.

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget donné le 13 juillet 2009;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi 4 août 1996;

Considérant que les pièces doivent être émises au mois d'octobre 2009,

Arrête :

Article 1^{er}. Le prix d'émission de la pièce commémorative de 20 euros en qualité proof est fixé à 49 euros par pièce.**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 21 août 2009.

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2009 — 3187

[C – 2009/03340]

21 AUGUSTUS 2009. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de uitgifteprijs van herdenkingsmuntstukken van 20 euro ter gelegenheid van de heiligverklaring van Pater Damiaan in 2009

De Minister van Financiën,

Gelet op de wet van 12 juni 1930 tot oprichting van een Muntfonds, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij de wet van 10 december 2001;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 augustus 2009 betreffende het slaan van zilveren herdenkingsmuntstukken van 20 euro ter gelegenheid van de heiligverklaring van Pater Damiaan in 2009.

Gelet op het akkoord van de Staatssecretaris van Begroting van 13 juli 2009;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996.

Overwegende dat de munten nog in de maand oktober 2009 dienen te worden uitgegeven.

Besluit :

Artikel 1. De uitgifteprijs van de herdenkingsmunt van 20 euro proof - kwaliteit, is vastgesteld op 49 euro per stuk.**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 21 augustus 2009.

De Minister van Financiën,
D. REYNDERSSERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE

F. 2009 — 3188

[2009/204061]

21 AOUT 2009. — Arrêté royal portant approbation de la modification des statuts du « Groupe S - Caisse d'Allocations familiales pour Salariés », association sans but lucratif, en abrégé : Groupe S - Allocations familiales ASBL

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées le 19 décembre 1939, l'article 26, alinéa 3;

Vu la décision de l'assemblée générale extraordinaire du « Groupe S - Caisse d'Allocations familiales pour Salariés », association sans but lucratif, en abrégé : Groupe S - Allocations familiales ASBL du 4 décembre 2008;

Sur la proposition de la Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est approuvée la modification des statuts du « Groupe S - Caisse d'Allocations familiales pour Salariés », association sans but lucratif, en abrégé : Groupe S - Allocations familiales ASBL, telle qu'adoptée par décision de son assemblée générale extraordinaire du 4 décembre 2008.**Art. 2.** L'article 12 de l'annexe à l'arrêté royal du 24 mai 2006 portant approbation de la modification des statuts du « Groupe S - Caisse d'Allocations familiales pour Salariés », association sans but lucratif, en abrégé « Groupe S - Allocations familiales » ASBL est remplacé par ce qui suit :« **Art. 12.** Les membres du Conseil d'Administration sont nommés par l'Assemblée Générale pour une période de 3 ans ou pour un autre terme en vertu d'une décision spéciale prise par l'Assemblée GénéraleFEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID

N. 2009 — 3188

[2009/204061]

21 AUGUSTUS 2009. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van de wijziging van de statuten van de "Groep S - Kinderbijslagfonds voor Werknemers", vereniging zonder winstoogmerk, afgekort : Groep S - Kinderbijslag VZW

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de samengeordende wetten van 19 december 1939 betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, artikel 26, derde lid;

Gelet op de beslissing van de buitengewone algemene vergadering van de "Groep S - Kinderbijslagfonds voor Werknemers", vereniging zonder winstoogmerk, afgekort : Groep S - Kinderbijslag VZW van 4 december 2008;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De wijziging van de statuten van de "Groep S - Kinderbijslagfonds voor Werknemers", vereniging zonder winstoogmerk, afgekort : Groep S - Kinderbijslag VZW aangenomen bij beslissing van zijn buitengewone algemene vergadering van 4 december 2008 wordt goedgekeurd.**Art. 2.** Artikel 12 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 24 mei 2006 tot goedkeuring van de wijziging van de statuten van de "Groep S - Kinderbijslagfonds voor Werknemers", vereniging zonder winstoogmerk, afgekort "Groep S-Kinderbijslag" VZW wordt vervangen als volgt :« **Art. 12.** De leden van de Raad van Bestuur worden door de Algemene Vergadering benoemd voor een periode van drie jaar of voor een andere termijn, krachtens een speciale beslissing genomen door de